

27 MAI : REUSSIR LE BOYCOTT DU CTPM

Le gouvernement soumet brutalement au CTPM du ministère de l'éducation nationale le 27 mai prochain les décrets statutaires des enseignants de premier et second degrés concernant les conditions de recrutement et de titularisation de ceux-ci. Le SNESUP condamne cet oukase sur le dossier de la formation et du recrutement des enseignants ainsi que la mise en extinction des IUFM.

Cette présentation des décrets par le gouvernement au CTPM rend caducs les dispositifs d'audition qu'il a dû concéder à la mobilisation de la communauté universitaire et dévoile un peu plus ses objectifs. C'est pourquoi le SNESUP, qui n'est pas représenté au CTPM, s'adresse à la FSU pour qu'elle construise une réponse commune et solidaire et pour qu'elle suspende sa participation aux groupes de travail.

Le SNESUP rappelle son exigence de voir le dossier de la formation et du recrutement des enseignants traité au sein d'une commission thématique au sein du CNESER, dotée des moyens lui permettant de mener tous les débats nécessaires avec l'ensemble des organisations et acteurs concernés par la formation des enseignants.

**Il appelle les organisations représentées au CTPM, et notamment la FSU,
à boycotter la séance du 27 mai en signe de désapprobation.**

**Il appelle à manifester mercredi 27 mai à 14 heures
devant le Ministère de l'Education Nationale, 110, rue de Grenelle – Paris 7^{ème}**

Le SNESUP renouvelle son exigence de remise à plat globale du dispositif de formation des enseignants. Dans l'attente, il appelle à ne pas amorcer de dispositions de mastérisation. Il appelle les universitaires à faire voter des motions portant ces exigences dans toutes les instances.
(communiqué adopté par le bureau national du 26 mai à l'unanimité).

* * * * *

Dernière minute : Alors que le gouvernement annonce la suppression de 34000 emplois dans la fonction publique, la récente déclaration de Valérie Pécresse, confirmant les propos d'E. Woerth dans « La Tribune » le 18 mai, est un nouvel accroc au dogme du non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. C'est à mettre à l'actif des luttes puissantes qui sont menées depuis près de quatre mois dans l'enseignement supérieur et la recherche.

« [...] dans la continuité de la politique de préservation de l'emploi au sein de l'enseignement supérieur et de recherche souhaitée par le Premier ministre, le Gouvernement a décidé de pas supprimer d'emplois en 2010, ni dans les universités, ni dans les organismes de recherche, et de faire de l'université et de la recherche des lieux d'exception, privilégiés, protégés, car c'est là que se fera la relance de l'économie française. » (extrait de son discours au Collège de France du 26 mai 2009).

* * * * *

Communiqué de la section SNESUP de l'université de Toulouse 2-Le Mirail du 25 mai 2009

Après quinze semaines de luttes intenses contre les projets néfastes contre l'université et la recherche, la section SNESUP de l'université de Toulouse-Le Mirail constate que le gouvernement, en restant bloqué sur ses positions et en refusant, de fait, tout véritable dialogue avec la communauté universitaire, crée les conditions d'une radicalisation des mécontentements. Le choix politique, qui consiste à faire passer dans le mépris le plus total des contre réformes refusées par l'ensemble de la communauté universitaire conduit inévitablement à des crispations et à la montée de radicalismes qui, à travers la volonté délibérée de pourrissement de la situation, vont en s'exacerbant au détriment de l'intérêt collectif. Force d'initiative et de proposition, la section SNESUP de Toulouse Le Mirail est porteuse d'un projet de modalités de validation du deuxième semestre qui permettent à la fois de continuer à s'inscrire dans la lutte et à ne porter préjudice ni aux étudiants, en lutte ou non, ni aux personnels.

L'AG des personnels de ce matin a montré que ces propositions pouvaient faire consensus chez les personnels, et tout porte à croire que ce consensus peut être renforcé encore par l'AG commune personnels étudiants de demain après-midi. Dans cette situation, conscient de ses responsabilités, le SNESUP dénonce tout comportement dont la radicalité n'a ou n'aurait pour résultat que de

diviser profondément et durablement la communauté universitaire. Il dénonce donc à la fois les opérations commando injustifiées de groupes d'étudiants autant que les positions dangereuses de la majorité présidentielle qui cherche à retrouver une légitimité mise à mal aussi bien par l'ampleur du mouvement que par ses errements politiques en voulant faire payer aux étudiants, en lutte ou non, le blocage de l'université. Le SNESUP en appelle au sens des responsabilités de tous pour ne pas céder à la provocation qui consisterait à reporter les examens en septembre, avec tous les dangers que cela représente pour de très nombreux étudiants. Il appelle aussi au sens des responsabilités de tous pour éviter d'opposer une radicalité à une autre radicalité, avec pour résultat objectif une situation qui poserait de graves handicaps à la fois sur les possibilités de vie collective de la communauté universitaire, sur l'avenir de nombreux étudiants, et sur les chances de prolonger la lutte à la rentrée notamment.

Nous savons que nous ne sommes qu'au début d'une escalade de dispositifs plus nocifs les uns que les autres, et que seule une lutte largement soutenue permettra d'imposer des reculs véritables au gouvernement. Une communauté soudée vers ces objectifs de lutte est la seule voie pour espérer avancer.